

Saint Denis, le 31 mars 2022

**ARRÊTÉ N° 606**

réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié  
dans le département de La Réunion pour le mois d'avril 2022

**Le préfet de La Réunion  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu les articles L. 410-2 et L. 410-3 du code de commerce relatifs à la liberté des prix et de la concurrence ;

Vu les articles R. 671-14 à R. 671-22 du code de l'énergie, contenant des dispositions relatives au pétrole et aux carburants dans le département de La Réunion ;

Vu le décret n° 2002-423 du 25 mars 2022 relatif à l'aide exceptionnelle à l'acquisition de carburants ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre des articles précités du code de l'énergie réglementant les prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 modifié, fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1502 du 30 juillet 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3701 du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 385 du 28 février 2022 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion pour le mois de mars 2022;

Vu la communication aux membres de l'observatoire des prix, des marges et des revenus en date du 29 mars 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** Dans le département de La Réunion, le prix de vente maximal de certains hydrocarbures liquides et du gaz domestique, déterminé en application de la structure de prix résultant des dispositions des articles R. 671-14 à R. 671-22 du code de l'énergie, de l'arrêté interministériel du 5 février 2014 et de l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015, est le suivant à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 à 0 H :

- SUPER	1,72 €/litre	1,87 pour les usages non éligibles à l'aide exceptionnelle
- GAZOLE	1,36 €/litre	1,51 pour les usages non éligibles à l'aide exceptionnelle
- GAZ BUTANE	22,96 €/bouteille	
- GAZOLE NON ROUTIER	0,9 €/litre	1,05 pour les usages non éligibles à l'aide exceptionnelle
- PETROLE LAMPANT	1,05 €/litre	

**Article 2 :** Le prix de vente maximal du supercarburant et du gazole détaxés, destinés aux professionnels de la mer, est le suivant à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 à 0 H :

- SUPER CARBURANT	0,87 €/litre	1,02 pour les usages non éligibles à l'aide exceptionnelle
- GAZOLE	0,91 €/litre	1,06 pour les usages non éligibles à l'aide exceptionnelle

**Article 3 :** Pour information, ces prix de vente maximum se décomposent comme suit :

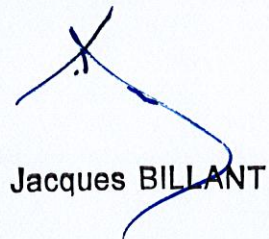
€/litre	SP	SP Bleu	GAZOLE	GNR	PL	Gazole Bleu	GAZ 12,5 KG
Prix maxi HT des importations	0,7835	0,7835	0,8238	0,8238	0,8238	0,8238	11,9763
Prix maxi TTC du passage	0,0200	0,0200	0,0200	0,0200	0,0200	0,0200	3,3914
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de gros	1,7484	0,8984	1,3884	0,9284	0,9284	0,9384	21,3548
	marge maxi : 0,0886	marge maxi : 0,0857	marge maxi : 0,0916	marge maxi : 0,0858	marge maxi : 0,0917	marge maxi : 0,0958	marge maxi : 5,8608
	dont arrondi : 0,0025	dont arrondi : -0,0032	dont arrondi : 0,0024	dont arrondi : 0,0005	dont arrondi : -0,0006	dont arrondi : 0,0017	dont arrondi : -0,0037
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de détail	1,8700	1,0200	1,5100	1,0500	1,0500	1,0600	22,9600
	marge maxi : 0,1216	marge maxi : 0,1216	marge maxi : 0,1216	marge maxi : 0,1216	marge maxi : 0,1216	marge maxi : 0,1216	marge maxi : 1,6052

**Article 4 :** Pour information, de cette décomposition doivent être retranchés 15cts d'aide exceptionnelle de l'État pour les produits et usages concernés.

**Article 5 :** L'arrêté préfectoral n° 385 du 28 février 2022 est abrogé.

**Article 6 :** Le secrétaire général, le secrétaire général pour les affaires régionales, les sous-préfets de Saint-Benoît, Saint-Paul et Saint-Pierre, la directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion, le commandant de la gendarmerie de La Réunion, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de la mer sud océan indien, le directeur régional des douanes et droits indirects de La Réunion et tous agents dûment habilités en matière de prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le préfet**



**Jacques BILLANT**